

ARRÊTÉ
portant mise en demeure de respecter des prescriptions applicables
Installations classées pour la protection de l'environnement
Société DALLE GERARD à CANNESSIERES

LE PRÉFET DE LA SOMME
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de M. Rollon MOUCHEL-BLAISOT, préfet de la Somme ;

Vu le décret du 21 juillet 2023 portant nomination de M. Emmanuel MOULARD, sous-préfet hors-classe, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 mars 2022 autorisant la société DALLE GERARD, dont le siège social est situé 40 rue de Cerisy à CERISY-BULEUX (80140), à exploiter une carrière de craie à ciel ouvert située lieu dit « Au bois » à CANNESSIERES (80140) et notamment ses articles 2.1.3, 2.1.5, 2.4.1, 3.1.3, 4.3.1 et 5.2.3 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2024 portant délégation de signature à M. Emmanuel MOULARD, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées établi à l'issue de la visite d'inspection du 11 juin 2024, transmis à l'exploitant par courriel du 1er juillet 2024, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 3 juillet 2024, reçu le 8 juillet suivant ;

Vu les observations formulées par l'exploitant sur ce projet d'arrêté dans le délai imparti, par courrier du 9 juillet 2024, reçu le 12 juillet suivant ;

Considérant ce qui suit :

1. Lors de la visite d'inspection du 11 juin 2024 réalisée sur le site précité, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants :

- L'installation, y compris les zones dangereuses, n'est pas ceinturée par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules ; les panneaux du site ne signalent pas le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation. Ces non-conformités avaient déjà été constatées lors des inspections précédentes ;
- Les panneaux de signalisation à l'entrée du site n'indiquent pas les informations suivantes :

- l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté ;
- la liste des déchets admissibles dans le cadre du remblaiement prévu à l'article 2.5.2. de l'arrêté préfectoral du 17 mars 2022 ;
- signalisation du danger ;
- Le plan d'évolution du site ne comprend pas les éléments suivants :
 - panneaux de signalisation ;
 - les bornes ;
 - les zones de stockage (argiles, sables, craies, terres de découverte...);
- Aucune disposition n'est prise par l'exploitant pour adapter la vitesse des engins sur les pistes non revêtues ;
- L'exploitant n'a pas établi de plan de gestion des déchets d'extraction ;
- L'exploitant n'a pas réalisé de mesures de bruit de son installation ;

2. Ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 2.1.3, 2.1.5, 2.4.1, 3.1.3, 4.3.1 et 5.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 mars 2022 susvisé ;

3. Ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement dans la mesure où l'exploitation de la carrière présente des dangers et des inconvénients pour la commodité du voisinage et la sécurité ;

4. Face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société DALLE GERARD de respecter prescriptions de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Somme,

ARRÊTE

ARTICLE 1. – OBJET

La société DALLE GERARD est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté, pour son site sis au lieu dit « Au bois » à CANNESSIERES.

ARTICLE 2. – INFORMATION AU PUBLIC

Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 2.1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 mars 2022 susvisé qui prévoit notamment que :

« L'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence et la date de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

L'exploitant est tenu de mettre en place au niveau de l'entrée principale du site un panneau indiquant en caractères apparents la liste des déchets admissibles dans le cadre du remblaiement prévu à l'article 2.5.2. Des panneaux de signalisation doivent être implantés aux endroits appropriés, notamment de part et d'autre des accès au site, et à proximité des zones clôturées pour signaler le danger » .

Les éléments justifiant de la mise en conformité du site avec ces dispositions sont communiquées dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3. – CLÔTURE ET BARRIÈRES

Dans un délai de 1 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 2.1.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 mars 2022 susvisé qui prévoit notamment que :

« Toute zone dangereuse (travaux préliminaires, extraction, remise en état, bassin, etc) doit être ceinturée par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le

site. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.
Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur les chemins d'accès, d'autre part, aux abords du dispositif ceinturant la zone d'exploitation. [...] ».

Les éléments justifiant de la mise en conformité du site avec ces dispositions sont communiquées dans un délai de 1 mois suivant la notification du présent arrêté, à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4. – PLAN D'ÉVOLUTION

Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 2.4.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 mars 2022 susvisé qui prévoit notamment que :

« L'exploitant tient à jour un plan topographique à l'échelle adéquate de la carrière et des installations connexes. Sur ce plan doivent être reportés :

- Les clôtures et panneaux de signalisation ;
- Les bornes et le piquetage du périmètre d'extraction ; [...]
- Les zones de stockage (argiles, sables, craies, terres de découverte...) ».

Les éléments justifiant de la mise en conformité du site avec ces dispositions sont communiquées dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5. – VOIES DE CIRCULATION

Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 3.1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 mars 2022 susvisé qui prévoit notamment que :

« Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses : [...]

- la vitesse des camions et engins sur les pistes non revêtues est adaptée [...] ».

Les éléments justifiant de la mise en conformité du site avec ces dispositions sont communiquées dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 6. – PLAN DE GESTION DES DÉCHETS D'EXTRACTION

Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 mars 2022 susvisé qui prévoit notamment que :

« L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan, établi dans les 3 mois qui suivent la notification du présent arrêté, a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. [...] ».

Les éléments justifiant de la mise en conformité du site avec ces dispositions sont communiquées dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7. – VÉRIFICATION DES VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 5.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 mars 2022 susvisé qui prévoit notamment que :

« Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée, la première année d'exploitation, puis une fois tous les trois ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. ».

Les éléments justifiant de la mise en conformité du site avec ces dispositions sont communiquées dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8. – SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles précédents ne serait pas satisfaite dans les délais prévus aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171- 8 du code de l'environnement.

ARTICLE 9. – PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'Etat dans la Somme, pour une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 10. –DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier à AMIENS (80000), dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification.

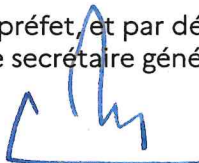
Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr .

ARTICLE 11. – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Somme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société DALLE GÉRARD.

AMIENS, le 29 JUIL. 2024

Pour le préfet, et par délégation,
le secrétaire général

A blue ink signature, appearing to be 'Emmanuel MOULARD', is written over a horizontal line.

Emmanuel MOULARD